

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°2023/940
ABROGE ET REMPLACE L'ARRÊTÉ N°2023/556**

**PHASE TEST
DU 13 NOVEMBRE 2023 AU 10 JUILLET 2024**

**PORTANT CRÉATION DE HUIT EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT
À DURÉE LIMITÉE À 4H00
DE 07H00 A 20H00
SAUF DIMANCHE**

**RUE DU PRESIDENT KENNEDY
ENTRE LA RUE MAURICE BERTEAUX ET LE N°17 RUE DU
PRESIDENT KENNEDY**

Le Maire d'Ermont,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, L. 2213-1, L. 2213-2 et R. 2213-1,

Vu le Code de la route, et notamment ses articles R. 110-2, R. 411-1, R. 411-8, R. 417-3 et R. 417-12,

Vu le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation,

Vu l'arrêté municipal n°2017/626 du 25 octobre 2017 réglementant le stationnement à durée limitée 4h dans certaines voies de la Commune d'Ermont,

Vu l'arrêté municipal n°2021/118 en date du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature au 1^{er} Maire-Adjoint chargé de l'Attractivité du Territoire et du Cadre de Vie,

Considérant la mise en place d'une phase test du 13 novembre 2023 au 10 juillet 2024, suite à l'étude de circulation et stationnement sur le territoire communal dans le but d'améliorer les déplacements (motorisés, piétons, vélos...) et le stationnement sur la commune d'Ermont ;

Considérant que par l'arrêté n°2023/556 du 04 juillet 2023 susvisé, la création de neuf emplacements de stationnement ;

Considérant la suppression d'une place de stationnement par manque de visibilité de la sortie du parking au n°17 rue du Président Kennedy ;

Considérant qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prendre toute mesure permettant de concilier liberté de circulation et sécurité des usagers de la voie publique et de ses dépendances ;

Considérant l'absence d'emplacements de stationnement rue du Président Kennedy, entre la rue Maurice Berteaux et le n°17 rue du Président Kennedy ;

Considérant que la création de tels emplacements a pour but d'empêcher notamment les arrêts sur les voies de circulation ;

Considérant que le présent arrêté a pour objet le bon ordre et la sécurité publique ;

ARRÊTE

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2023/556 du 04 juillet 2023 portant création de neuf emplacements de stationnement rue du Président Kennedy, du 04 septembre 2023 au 10 juillet 2024, au motif de la suppression d'une place de stationnement par manque de visibilité de la sortie du parking au n°17 rue du Président Kennedy.

Article 2 : A compter de la publication du présent arrêté, neuf (9) emplacements de stationnement à durée limitée à 4h00, de 07h00 à 20h00, sont créés rue du Président Kennedy, entre la rue Maurice Berteaux et le n°17 rue du Président Kennedy, pour une période dite de test, du 04 septembre 2023 au 10 juillet 2024.

En application des dispositions de l'article R. 417-3 du Code de la route, tout conducteur stationnant son véhicule sur l'un desdits emplacements de stationnement à durée limitée est tenu d'apposer un dispositif de contrôle réglementaire à l'avant du véhicule, sous le pare-brise de manière visible sans que le personnel affecté à la surveillance de la voie publique n'ait à s'engager sur la chaussée.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, il est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires horizontales et verticales.

Article 5 : Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il est possible de saisir un recours gracieux l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Ermont, le 31.10.2023



Pour le Maire et par délégation,
Benoît BLANCHARD,

1^{er} Adjoint au Maire en charge de l'Attractivité
du Territoire et du Cadre de Vie